

Les États-Unis tirent les ficelles de la campagne contre Evo Morales



De nombreuses dénonciations font état de l'intervention des États-Unis dans la campagne visant à détourner le peuple bolivien de sa volonté à la veille du référendum qui sera organisé pour décider si le binôme formé par le président Evo Morales et le vice-président Álvaro García Linera, pourront présenter leur candidature à une troisième réélection, lors des élections de 2019.

Le chef de l'État lui-même a dénoncé les manœuvres de la droite, destinées à discréditer son gouvernement et à obtenir que le NON l'emporte à la consultation populaire. Derrière ces manœuvres il y a la main de Washington. Plusieurs médias, eux aussi, sont du même avis.

Un long article de l'analyste argentin Atilio Borón, publié par le quotidien mexicain La Jornada sous le titre « La Bolivie, le NON naît à Washington », dénonce le fait que des agences étasuniennes qui se consacrent à la subversion, comme l'Institut National Démocrate ou l'Institut Républicain International,

agissent sous des prête-noms dans ce pays andin.

L'Institut National Démocrate a été fondé en 1983. Il a son siège à Washington et des bureaux éparpillés dans une centaine de pays. Ils organisent et donnent des instructions aux groupes dont les intérêts sont les mêmes que ceux des États-Unis, sous couvert de promouvoir la démocratie et renforcer les organisations politiques et civiles toujours dans des pays dont la souveraineté et l'indépendance gênent la Maison Blanche.

Cette agence a des liens étroits avec l'Agence Centrale d'Intelligence, la CIA et depuis le mois d'août 2015, elle coordonne avec des opposants boliviens parmi lesquels Soledad Chapetón et des représentants de Rubén Costas, de Samuel Doria Medina et de Luis Revilla.

Son objectif principal est de diriger une sale campagne ayant pour but de discréditer le président Evo Morales. Pour ce faire, cette agence a fait venir en Bolivie « des spécialistes » en action politique comme le Chilien Claudio Ortíz et les Péruviens Cecilia Ormeño et Rafael Sotomayor.

De son côté l'Institut Républicain International, créé par le parti Républicain est dirigé par l'ex candidat à la présidence John McCain. Ces lettres de créances sont bien connues en Amérique Latine. Il a été un promoteur actif du coup d'état contre le président hondurien Manuel Zelaya et il est le responsable direct de l'instabilité politique en Haïti.

Dans d'autres continents, cet institut est l'instigateur de groupes violents en Égypte. En Pologne, il coordonne la création d'une large coalition de partis conservateurs pour empêcher l'avancée de forces progressistes.

Atilio Borón explique qu'en 2014 certains députés boliviens de l'opposition se sont rendus à Washington pour se réunir avec l'ex marine et activiste de cet institut, Joseph Humire, auquel ils lui ont demandé « une formation » et de l'appui politique et financier.

Nul n'ignore que l'ambassade étasunienne en Bolivie a apporté quelque 200 000 dollars pour « contribuer » à la campagne contre les réformes constitutionnelles qui permettraient à Evo Morales et à Alvaro García Linera de poursuivre les transformations sociales et économiques qui ont sorti le pays du trou où les gouvernements néolibéraux l'avaient plongé.

La Bolivie joue un rôle stratégique en Amérique Latine, surtout après les coups subis en Argentine et au Venezuela. C'est pour cela que Washington a recours à toutes les ruses et qu'il n'épargne pas de ressources pour éviter coûte que coûte que le OUI s'impose au référendum. Ce serait laisser les portes ouvertes aux changements progressistes qui illuminent notre région

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/84001-les-etats-unis-tirent-les-ficelles-de-la-campagne-contre-evo-morales>



Radio Habana Cuba